



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.4

N° : 2024-10-45

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 32

### L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

12 octobre 2024

#### Date d'affichage :

12 octobre 2024

#### VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

**Absents et représentés** : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**MODALITES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Le passage à la nomenclature M57 nécessite de délibérer sur les modalités de comptabilisation des amortissements de nos immobilisations à venir et d'actualiser la délibération portant durée des biens amortis prise à ce sujet en 2014.

Il est à noter que la M57 introduit la gestion des amortissements au prorata temporis. En M14, l'amortissement d'un bien démarrait l'année suivant l'acquisition du bien. Ainsi, un bien acheté par exemple en mars d'une année N était amorti à partir de janvier N+1. Dorénavant, il sera amorti à compter de sa date de mise en service.

Ces nouvelles modalités d'amortissement s'appliqueront sur les nouvelles acquisitions à compter du 1er janvier 2025.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver les nouvelles conditions d'amortissement proposées dans le tableau annexé qui reprend l'ensemble des catégories de biens et l'amortissement proposé pour chacune d'entre elle.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** l'article 106 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 dite NOTRe,  
**VU** l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques,  
**VU** la délibération 2014-04-01 du 29 avril 2014 portant détermination des catégories de biens et de leurs durées d'amortissement,  
**VU** l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,  
**CONSIDERANT** que la Commune souhaite adopter la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et a obtenu un avis favorable du Comptable public,  
**CONSIDERANT** que l'amortissement au prorata temporis devient la norme, et qu'il est nécessaire de réviser les durées d'amortissement des biens qui seront acquis par la Commune,

**LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE DE :**

**ARTICLE 1 : AUTORISER** l'amortissement au prorata temporis des immobilisations qui seront acquises par la Ville du Raincy à l'exception des biens de faible valeur (inférieure à 1000 €) qui seront amortis l'année suivante,

**ARTICLE 2 : DIRE** que le point de départ de l'amortissement prorata temporis sera la date de mise en service du bien.

**ARTICLE 3 : APPROUVER** les durées d'amortissement proposées dans le tableau annexé à cette délibération,

**ARTICLE 4 : DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20241028-2024-10-45-DE  
Date de réception préfecture : 28/10/2024

**ANNEXE**  
DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Conformément à la réglementation et à la nomenclature M57, les immobilisations sont amorties au prorata temporis la première année, en fonction de la date de mise en service.

Nature de comptes	Libellé	Subdivision de comptes	Descriptif (exemples d'immobilisations)	Nouvelle durée d'amortissement
	Immobilisations de faible valeur		Tous les investissements inférieurs à 1000€	1 an
202	Frais d'études, élaboration, modifications de documents d'urbanisme	-	Frais d'études, d'élaboration, modifications et révisions des documents d'urbanisme	3 ans
203	Frais d'études, recherche et développeme	203x	Toutes les études préalables visant à la réalisation de travaux d'investissement (certaines études peuvent être intégrées aux travaux)	3 ans
205	Concessions et droits similaires, licences, marques,...	205x	Licences antivirus, adobe, etc...	2 ans
			Logiciels métiers (RH, Finances, Accueil Familles, Urbanisme, services techniques, etc...)	5 ans
208	Autres immobilisations incorporelles	208x	Immobilisations incorporelles reçues au titre d'une mise à disposition	5 ans
211	Terrains	-	Acquisitions de terrains nus ou bâtis	Non amortissable
212	Agencement et aménagement de terrains	2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20 ans
		2128	Autres agencements et aménagements de terrains	Non amortissable
213	Constructions, installations générales	2131x	Bâtiments publics (administratif, scolaire, culturel, etc...)	Non amortissable
		2132x	Immeubles de rapport	20 ans
		2135x	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	15 ans
		2138	Plantations	20 ans
215	Installations, matériel et outillage techniques	2151	Réseaux de voirie (éclairage public, mâts, lampadaires, etc...)	20 ans
		2152	Installations de voirie : équipements de voirie, barrières, panneaux, bornes, potelets mobilier urbain, bancs, corbeilles	15 ans
		2153	Réseaux divers (réseaux cablés, d'électrification, hydrants, etc...)	30 ans
		2156x	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile (caméra vidéoprotection, défibrillateurs, extincteurs)	5 ans
		215731	Matériel et outillage de voirie roulant (balayeuse, laveuse, véhicule technique, tondeuse, etc...)	8 ans
		215738	Autres matériels et outillages de voirie (tronçonneuse, marteau piqueur, groupe électrogène, guirlande lumineuse, etc...)	5 ans
		21578	Autres matériels et outillages techniques (Transpalette, etc...)	10 ans
		2158	Outillage électroportatif (visseuse, perceuse, meuleuse, compresseur, etc...)	5 ans
		2158	Gros outillage (pont élévateur, benne, etc....)	10 ans
216	Biens historiques et culturels	216x	Collections et œuvres d'art	Non amortissable
218	Autres immobilisations corporelles	2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	15 ans
		2182	Matériel de transport léger (scooter, vélo, vélo électrique, etc...)	5 ans
		2182	Véhicules <3,5 tonnes (voiture, fourgonnette, camionnette, etc...)	8 ans
		2182	Véhiclues lourds (camion événementiel, tracteur, pelleuse, etc...)	10 ans
		2183	Matériel informatique (ordinateurs fixes et portables, imprimantes, photocopieurs, tablettes, périphériques et accessoires)	3 ans
		2183	Serveurs, équipements réseaux, terminaux de paiement	5 ans
		2184	Fauteuil de bureau, fauteuil adapté ergonomique	8 ans
		2184	Mobilier scolaire (chaises, bancs, tables, bureaux, armoires, etc...)	15 ans
		2184	Matériel de bureau et mobilier administatifs (bureaux, caissons, armoires, vitrines, chaises, tables, etc...)	10 ans
		2184	Mobilier sécurisé (coffre-fort, armoire forte)	20 ans
		2185	Matériel de téléphonie (téléphones portables)	2 ans
		2185	Matériel de téléphonie (téléphones fixes, serveurs téléphoniques, infrastructure)	5 ans
		2188	Electroménager (lave-linge, sèche-linge, réfrigérateur, four, cuisinière, aspirateur, téléviseur, appareil photo, etc...)	5 ans
		2188	Matériel de restauration professionnel (self, four, lave-vaisselle, armoire froide, chambre froide, mobilier inox de cuisine, chariots, etc...)	10 ans
		2188	Matériels fêtes et cérémonies (tentes, barnum, grille d'exposition, etc...)	7 ans
		2188	Equipements sportifs (buts de handball, buts de football, paniers de basketball, jeux extérieurs, tobogans, balançoires, etc...)	10 ans